

702 173
2002

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



L'EURO : UN DEFI A SOULEVER POUR
LE ROYAUME UNI ?

Mémoire de géopolitique
du Major H J P Wilkinson RA (UK Army)
dans le cadre du séminaire « La construction européenne »

Directeur : Monsieur MOREAU-DEFARGE

Avril 2002

L'euro : un défi à soulever pour le Royaume-Uni ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LE ROYAUME UNI ET L'EUROPE

Une histoire de la guerre et de l'insularité

Les anglophones

L'Empire

Quelques personnalités clés

DEUXIEME PARTIE : LE ROYAUME UNI ET L'EURO

L'histoire d'une monnaie

Les cinq critères

Le choix



INTRODUCTION

La problématique.

Le Royaume-Uni a refusé d'entrer dans l'Union monétaire européenne dès la signature du traité de Maastricht en 1991. Mais, depuis son élection, en mai 1997, le Premier ministre travailliste, Tony Blair, s'est prononcé en faveur d'une adhésion à l'euro, tout en fixant cinq critères économiques préalables à celle-ci. En outre, il a promis d'organiser un référendum avant 2006 (terme de son deuxième mandat).

« L'avenir de la Grande-Bretagne est inextricablement lié à l'Europe » a-t-il déclaré récemment, « ... nous devons y faire sentir notre force et notre influence... être des partenaires jusqu'au bout, et sans réserve. »¹

Le problème est l'opinion publique britannique. Actuellement, le peuple semble loin d'être aussi enthousiaste que le Premier ministre et son gouvernement. Selon certains sondages, moins de 30% des britanniques estiment souhaitable une adhésion à l'euro lorsque le gouvernement jugera les critères économiques remplis. Cependant, d'autres enquêtes, plus encourageantes, indiquent que de 60% de la population britannique considèrent inévitable une adhésion d'ici dix ans.

Mais d'où vient cette apparente hostilité envers l'Europe et ses institutions ? Et pourquoi M. Blair cherche-t-il à casser avec cette tradition en avançant vers l'adhésion à l'euro et vers une plus grande coopération économique et politique ? Quel défi représente l'adhésion à l'euro pour le Royaume-Uni ? M. Blair, est-il capable de mener à bien ce défi ?

Les éléments d'une réponse.

La suspicion des britanniques envers l'Europe est le produit de deux choses. D'une part, l'histoire glorieuse du Royaume-Uni et son statut de puissance mondiale. C'est un pays insulaire qui par de nombreux points se sent encore aujourd'hui séparée

¹ *Le Monde*, 24 décembre 2001.

géographiquement et historiquement du continent européen. D'autre part, une ignorance des faits qui, de surcroît, sont déformés par une presse mal intentionnée.

Ce mémoire montrera que la récalcitrance du Royaume-Uni à s'engager en Europe et, plus précisément, d'adhérer à l'euro est essentiellement issue de facteurs culturels plus qu'économique ou politique. Certes, plusieurs commentateurs estiment que les cinq critères proposés par le Chancelier, Gordon Brown, en 1997 sont déjà remplis ou sont suffisamment vagues pour qu'une éventuelle adhésion puisse être envisagée dès maintenant.

Structure du mémoire.

Il s'agira, dans un premier temps, d'examiner le Royaume-Uni – ses points forts et ses lacunes, son histoire et sa politique dans l'angle de ses relations avec l'Europe. Dans un deuxième temps, on examinera l'euro – sa raison d'être, les étapes de sa création, son bilan et la position du Royaume-Uni à son égard. En guise de conclusion, ces deux antagonistes, d'un côté un pays très fier et puissant, mais qui vit dans son passé et, de l'autre, la monnaie qui représente toute la modernité et l'avenir d'une Europe unie (ce qui fait peur au Royaume-Uni) seront mis en parallèle pour démontrer qu'ils peuvent réellement faire chemin ensemble.

Toutes les traductions ont été faites par moi-même.

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Avant la Première Guerre Mondiale.

Le Royaume-Uni a bénéficié de tout temps d'une chance incomparable par rapport à ses voisins européens : celle d'être protégé par les mers qui l'entourent. Cet avantage fondamental qui dura du temps de l'Armada espagnole, en passant par la domination Nazie de l'Europe jusqu'à nos jours a déterminé la façon dont le Royaume-Uni apprendre le continent. Mais il y a plus profond encore comme explication – la manque de confiance envers l'Europe est enracinée et est étroitement liée au mythe du « Royaume-Uni indépendant et souverain. »²

Pendant des siècles, et ce, jusqu'à la Première Guerre Mondiale, la position du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Europe était caractérisée par sa recherche de l'équilibre des forces. De fait, le Royaume-Uni maintenait « une approche uniforme et détachée des affaires continentales »³ mais n'hésitait pas à s'engager militairement afin de maintenir le *status quo* ou imposer son « point de vue. » Son engagement par le biais de certaines alliances et accords avec d'autres pays européens lui permettait de suivre de près l'évolution et le développement de la nation européenne. Le Royaume-Uni observait les politiques européennes, à distance et sans être nécessairement directement impliqué.

La défaite de Napoléon en 1815 après des années de conflit et de combat partout dans le monde, laissa le Royaume-Uni comme seul pouvoir incontesté sur une large portion du globe. La France et le reste de l'Europe sont épuisés. Une Allemagne unie n'est toujours pas créée et l'Italie est fragmentée. La Russie, elle, s'écarte de l'Europe de l'Ouest. L'Espagne et le Portugal sont occupés sur leur péninsule ainsi que sur leur territoire d'outre-mer. Dans les décennies qui suivirent, des révolutions et des guerres civiles ont ravagé les puissances européennes et de nouvelles nations sont nées. « Seul, le Royaume-Uni ressort sans heurts de ces turbulentes années. »⁴

² Jukes.

³ Churchill, p7.

⁴ Churchill, p vii.

La rupture entre le Royaume-Uni et l'Amérique suite à la Révolution américaine de 1776 n'était ni complète, ni définitive. Alors que l'Amérique dépensait son énergie à s'installer dans le nord de son continent, le Royaume-Uni occupait et développait son contrôle des portions vacantes du globe. La Marine britannique maintenait une autorité impartiale sur des océans, ce qui protégeait les deux pays des rivalités et des interventions du Vieux Monde. La colonisation de l'Australie et de la Nouvelle Zélande ainsi que l'acquisition de l'Afrique du Sud (suite au déclin de la Hollande) a contribué à la création d'un Empire britannique plus grand et plus neuf, toujours basé sur la puissance maritime et qui comprenait plus d'un 5^{ème} de la population mondiale.⁵

Le 19^{ème} siècle fut celui des lumières, de la tolérance et du progrès. Les répercussions mondiales de la révolution française, associés à la révolution industrielle, ont conduit le pays vers la démocratie.⁶ Après la bataille de Waterloo et le départ de Napoléon de la scène mondiale, le Royaume-Uni a du faire face à sa propre reconstruction économique. Napoléon avait fermé le continent aux commerçants britanniques et il était difficile de remettre en place le commerce.

De ce fait, les réseaux commerciaux du Royaume-Uni avec le reste du monde s'intensifié. L'aide des colonies et le manque de concurrence de la part des autres puissances européennes ont poussé le pays à devenir rapidement une puissance mondiale dont les forces étaient le commerce et sa présence sur les mers. Les déclarations d'indépendance en Amérique du Sud et en Amérique Latine d'anciennes colonies espagnoles et portugaises dans les années 1820 ainsi que l'émergence de la « Doctrine de Monroe » aux Etats Unis a conduit le Royaume-Uni à se positionner comme protecteur du Nouveaux Monde. Ceci amplifia ses bénéfices commerciaux, au tel point que la valeur du commerce mondial britannique avait triplé depuis 1814.⁷

⁵ Churchill, p vii.

⁶ Churchill, p vii.

⁷ Churchill, p vii.

La Guerre de Crimée.

C'est peut-être le début de la fin. Pour que le Royaume-Uni soit en mesure d'assurer ses promesses de protection et de soutien de la Turquie (« l'homme faible de l'Europe »), il lui est nécessaire de faire appel à l'adversaire traditionnel – la France – pour dissuader la Russie du Tsar de menacer la Turquie. Bien que coutumiers de ce type d'alliance, il est quand même difficile pour la plupart des politiciens et militaires britanniques de l'époque (beaucoup d'entre eux ont servi sous les ordres du Duc de Wellington) de s'allier aux Français, surtout quand le conflit oppose deux monarchies, liés par le sang.

La Guerre de 1870.

L'écrasante défaite de la France par la Prusse en 1870 a choqué le Royaume-Uni et souleva chez lui des craintes au sujet du continent européen. Précédemment, la menace de sanction économique ou d'utilisation de la force suffisait à dissuader toute nation européenne à en menacer une autre. La campagne Prusse avait été rapide et horriblement efficace. La France n'a pas résisté à la puissance de l'adversaire. Le Royaume-Uni ne pouvait rien faire.

La Première Guerre Mondiale.

Cette guerre ravagea l'Europe, y compris le Royaume-Uni même si les combats n'avaient pas eu lieu sur son territoire. Les soldats britanniques et ceux de l'Empire s'étaient battus aux quatre coins du monde pour arrêter l'étendue de l'hégémonie allemande. Pourtant, pour la première fois dans son histoire splendide, le Royaume-Uni même avec l'aide de son Empire, ne pouvait garantir la stabilité en Europe et a été amené à prendre part à une guerre sanglante où des millions de soldats britanniques et de l'Empire ont trouvé la mort. Malgré la victoire, le Royaume-Uni n'était plus le garant de l'équilibre des forces en Europe et son propre statut de puissance mondiale était menacé. Le facteur le plus significatif dans la situation est l'intervention des États-Unis pour rétablir la paix en Europe. L'intervention

américaine, bien que tardive, est une preuve de le « Vieux Monde » à atteint ses limites de grandeur, alors que le « Nouveau Monde » (tout au moins les Etats Unis) est en pleine ascension. Contrairement au Royaume-Uni, les Etats Unis sont sortis de la guerre bien plus riche et plus puissant qu'à leur entrée. Après cette guerre, la puissance navale britannique, clé de l'Empire et du commerce, a connu son déclin.

L'entre deux guerres.

Le Royaume-Uni avait un million de chômeurs à la fin de 1920 et deux millions à l'été 1921. Le paiement à la France et aux autres pays européens de la dette de guerre allemande sous forme de charbon et d'autres produits de première nécessité cause des torts à l'industrie britannique. Le Premier Ministre à l'époque, Lloyd George, tente de convaincre les Français de réduire les paiements de la dette par l'Allemagne, mais échoue. En 1924, le premier gouvernement « travailliste », avec des idéaux « socialistes » est élu. Durant ces années d'entre deux guerres, la conviction que l'Empire britannique existe toujours et demeure nécessaire est sous-jacente. Cette conviction nourrit l'ambivalence de la classe dirigeante qui hésite entre s'impliquer dans la Ligue des Nations ou se retirer dans son insularité.

Après la deuxième guerre mondiale.

« Après la deuxième guerre et jusqu'en 1960, le Royaume-Uni connaît un déclin constant. Du plus grand empire le monde ait connu, il devient un état européen au rôle et résultat moyen. »⁸ Le Royaume-Uni d'après

Le rapport dit « spécial » Anglo-Américain

The bond of language is a very strong one and there is no doubt that the British and American peoples share a close and common history. However, it was only in the 1950s that references to a « special relationship » began to be made and the

⁸ Jukes.

relationship between the two countries has also known some troubled periods. The first was in the immediate aftermath of the Second World War, when President Truman abruptly and unilaterally terminated the Lend-Lease programme that had effectively kept Britain afloat during the war and she found herself in very difficult financial circumstances until the start of the European Recovery Programme, known as the Marshall Plan, in 1948. In total, Britain received over £1,500 million in loans under the terms of the programme.

But it is over nuclear deterrence that the « special relationship » has been at its weakest. The Royaume-Uni had shared in much of the research and development of the nuclear defence programmes of the United States after the war and benefitted considerably in doing so. However, the cancellation of the US « Skybolt » missile programme in 1963 left Britain without a credible nuclear deterrent and massively short of funds. In 1963, the then Prime Minister, Harold MacMillan pleaded with President Kennedy and, eventually, the Royaume-Uni was permitted to participate in the « Polaris » programme. Although France was offered the « Polaris » capability at the time, President de Gaulle refused it. De Gaulle was suspicious of Britain's closeness to the US and he felt that Britain, having been so keen to join the Common Market, now appeared to be tying itself inextricably to the US. It is often suggested that this period – a particularly humbling and low point for Britain – was also the reason why de Gaulle vetoed Britain's application to join the EEC in 1963.

In 1973, Prime Minister Heath refused to allow the Americans access to British sovereign base areas in Cyprus for operations in the Middle East. Heath, who had decided that Britain's future lay with Europe, was accused of « ...worsening his relations with the US in order to improve relations with Europe. »⁹ Mrs Thatcher, in her personal relationship with President Reagan, revived the concept, which paid dividends during the Falklands War of 1982, but was equally strained by the US invasion of Grenada – a Commonwealth country – a year later. Some commentators see the « special relationship » as only special for Britain and of little or no value to the United States, who sees Britain as just one of the European members of the Western Alliance, and not even the most important one. Britain has been, for the

⁹ Grayling and Langdon, p. 14.

Americans, a useful means of influencing the other European allies. Indeed, Britain's continued reluctance to get wholeheartedly involved in Europe has frequently been a source of frustration in Washington.¹⁰

L'empire britannique.

Il est nécessaire d'accorder une attention spéciale à l'extraordinaire nature, qualité et puissance de l'Empire dans son rôle de formateur du Royaume-Uni moderne. Dès le début de l'aventure coloniale, le Royaume-Uni était en tête. Il n'y avait aucun doute que le Royaume-Uni était la plus grande puissance coloniale et donc la plus grande puissance mondiale. L'Empire britannique grandissait vite, et procurait au Royaume-Uni plus de ressources naturelles (y compris des hommes en cas de guerre et de crise) que les colonies de toutes les autres puissances européennes confondues.

Pour prendre un exemple, jusqu'en 1870 (année de conflit, de tragédie nationale et de pertes territoriales sur le continent), le Royaume-Uni a extrait de ses mines coloniales plus de la moitié de tout le charbon du monde et, en cette année là, sa production de gueuse était plus grande que le reste du monde réuni. La part du commerce mondial du Royaume-Uni représentait quelques £700 millions. En comparaison, celles des Etats-Unis et de l'Allemagne étaient de £300 millions et celle de la France de £340 millions.¹¹

La mutinerie en Inde dans les années 1850 est souvent considérée comme le début de la fin de l'Empire britannique, mais c'est l'attitude des Dominions (pays de l'Empire) après la Première Guerre Mondiale qui change tout. Certains entre eux ont vu leurs populations aussi épuisées que son maître colonial, même s'ils n'étaient pas directement impliqués dans cette guerre – surtout dans les causes de ce conflit meurtrier.

Certains pays de l'Empire, comme l'Australie et la Nouvelle Zélande, ont réellement souffert des pertes humaines durant la première guerre mondiale. Il est intéressant de

¹⁰ Grayling and Langdon, p. 107.

¹¹ Churchill, p 54.

savoir qu'ils ont en fait voté avant de venir en aide au Royaume-Uni et de s'impliquer encore une fois dans un conflit plutôt « européen. »

Même en 1955, année des négociations à Messine qui menait au Traité de Rome et à la fondation du Marché Commun, l'Empire représentait encore presque 50% du commerce britannique ; à la même date, le commerce avec les pays membre du Marché Commun n'était que 20% du total.

L'Empire britannique procurait au pays des matières premières remarquable mais aussi des avantages culturels par rapport aux autres peuples européens.

Quelques personnages déterminants dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Europe.

Churchill avait des grandes idées de l'Europe et s'exprima ainsi : « Si l'Europe unie doit devenir une force vivante, le Royaume-Uni doit jouer un rôle à part entière en tant que membre de la famille européenne. »¹²

Des 1930, Winston Churchill prévoyait des « Etats Unis d'Europe. » Il croyait que les « haines obsolètes » entre puissances européennes pourraient être apaisées par une fédération d'Etats européens. Cette fédération s'attacherait à promouvoir des relations harmonieuses entre les nations, une coopération économique et la notion d'identité européenne. Cependant, alors que Churchill parlait publiquement de sa vision pour l'Europe, il disait aussi que le Royaume-Uni serait « avec l'Europe, mais pas partie de l'Europe... lié, mais pas compromis. » Churchill fut appelé « père de l'Europe » et il fit beaucoup pour justifier cette dénomination. Mais il était aussi le « père de malentendus au sujet de rôle du Royaume-Uni en Europe. Il encouragea l'Europe à mal comprendre le Royaume-Uni et le Royaume-Uni à mal se comprendre soi-même. »¹³

¹² Churchill, 1947. Cité en *Nothing to hide : 50 years of the case for sharing sovereignty* dans www.britainineurope.org.uk

¹³ Young, p 6.

L'opinion de Mme Thatcher, qui a marqué une période fortement anti-européenne au Royaume-Uni, était au départ influencée par celle de Churchill. Mais la pensée Thatcherienne dans son extrême peut se résumer dans la phrase suivante : « Rien de bien ne vient du continent... les seules choses bonnes viennent des peuples anglophones. »¹⁴ John Major prend la suite de Thatcher et tente d'instaurer un climat plus « europhile. » L'événement principal qui marque son passage à la tête du gouvernement est l'entrée du Royaume-Uni dans le Système Monétaire Européen (SME). Malheureusement, cette aventure s'avère être un échec, mais qui probablement est dû à des circonstances politiques et économiques inadaptées.

Les travaillistes entrent au pouvoir en 1997 et veulent relancer les relations européennes. Réélu pour un deuxième mandat en 2001, Blair tient le discours suivant : « J'ai dit dans mon discours à Aix-la-Chapelle en mai [1999] que je voulais mettre un terme à l'ambivalence britannique envers l'Europe. Les bénéfices potentiels du Royaume-Uni de l'adhésion à la monnaie commune sont évidents : en terme de commerce, de transparence des coûts, et de stabilité monétaire. Je l'ai dit, si la monnaie commune fonctionne avec succès, le Royaume-Uni devrait s'y joindre. L'adhésion à l'euro amènera des bénéfices en terme d'emploi, d'investissements et de commerce. Je maintiens que l'intérêt britannique se situe au centre de l'Europe. »¹⁵

¹⁴ Jukes.

¹⁵ D'un discours au London Business School, 27 juillet 1999, reproduit à www.guardian.co.uk

LE ROYAUME-UNI ET L'EURO

L'historique de l'intégration monétaire.

Le traité de Rome de 1957 n'avait prévu que des dispositions mineures en matière de coopération monétaire. Les six Etats fondateurs de la Communauté¹⁶ participaient au système monétaire de Bretton Woods qui se caractérisait par des taux de change fixes entre les monnaies avec une possibilité d'ajustement. La création d'un système parallèle semblait donc inutile. Entre 1969 et 1979, la disparition, dans des circonstances plus ou moins difficiles, du système de Bretton Woods, confirmée par la suppression de la convertibilité du dollar en or en août 1971, a été suivie par un flottement généralisé des monnaies. La crise du pétrole du début des années 70 a ensuite aggravé la pression sur les monnaies européennes. Face à cette instabilité monétaire générale, cause de graves difficultés économiques et sociales, les Etats membres ont « cherché à mettre en place un cadre permettant d'introduire un minimum de stabilité au moins à l'échelle européenne et pouvant aller jusqu'à l'union monétaire. »¹⁷

En 1969, au sommet de La Haye, les chefs d'Etat des pays membres avaient décidé que la Communauté devait être transformée progressivement en une union économique et monétaire. Le rapport Werner d'octobre 1970 proposait la réduction des marges de fluctuation entre les monnaies des Etats membres, la création d'une liberté complète des mouvements de capitaux et l'intégration des marchés financiers. En 1972, le mécanisme du « serpent monétaire » a été introduit pour réduire les marges de fluctuation entre les monnaies communautaires par rapport à celles existant entre ces monnaies et le dollar. Au même moment, et pour assurer le fonctionnement du « serpent » le fonds européen de coopération monétaire (FECOM) a été créé avec une partie des réserves monétaires nationales. Les perturbations dues à l'accroissement du prix du pétrole dans les années 70 ont effectivement réduit le « serpent » à une zone de stabilité monétaire autour du deutschemark allemand. En 1977, seule la moitié des pays membres étaient en

¹⁶ La France, l'Allemagne, l'Italie et les pays BENELUX.

¹⁷ *Fiches techniques*, p 264.

mesure de rester à l'intérieur du mécanisme, les autres laissent leurs monnaies flotter librement. Au Sommet de Bruxelles de décembre 1978, la création d'un Système Monétaire Européen (SME) a été décidée et a commencé à fonctionner en mars de l'année suivante. La marge de fluctuation des monnaies par rapport à leurs taux dits pivots était fixée à $\pm 2,25\%$.¹⁸ Le Royaume-Uni était le seul parmi les pays membres de la Communauté à l'époque à ne pas rentrer dans le SME dès sa création. Il est rentré douze ans plus tard, en 1990.

En 1992-1993, le SME a connu des fortes perturbations liées à « la violente tourmente qui s'est abattue sur les marchés des changes européens... issues des difficultés de ratification du traité de Maastricht au Danemark et en France. La livre sterling et la lire italienne ont dû quitter le [SME] en septembre 1992... et en août 1993, les ministres des Finances ont tiré les conclusions de la crise en portant les marges de fluctuations à $\pm 15\%$. »¹⁹ Le départ précipité du Royaume-Uni a bouleversé le gouvernement et a provoqué une rupture au sein de la partie conservateur. Il est pourtant intéressant de constater qu'après cette crise le SME a vu un net retour à la normale et, en 1996, toutes les monnaies participant (y compris la lire italienne qui a réintégré le mécanisme peu après) ainsi que les monnaies autrichienne et finlandaise, entrées en 1995 et 1996, étaient rentrées dans la marge de fluctuation d'origine ($\pm 2,25\%$).

Un bilan de l'activité du SME montrera que le système a réalisé son objectif principal – l'installation d'une zone de stabilité monétaire interne et externe reposant sur un mécanisme de change – et que, grâce au SME, les monnaies européennes ont évité l'instabilité qui a touché le système monétaire international pendant les années 80. De plus, le SME a pas mal surmonté la crise monétaire de 1992-1993. Le SME a encouragé les pays membres d'adopter « ...une discipline monétaire qui a entraîné la convergence économique avec réduction des taux d'inflation et rapprochement des taux d'intérêt. »²⁰ Le SME a également encouragé l'utilisation de la « monnaie unique » de l'époque – l'écu – un panier de monnaies des pays membres, constitué

¹⁸ A l'exception de l'Italie, l'Espagne (entré en 1989) et le Portugal (1992) qui disposaient d'une marge de $\pm 6\%$.

¹⁹ *Fiches techniques*, p 266.

²⁰ *Fiches techniques*, p 267.

par des montants fixes de chacune des monnaies participantes et l'élément central su SME. « De ces diverses manières, le SME et l'écu ont donc fortement préparé l'instauration de la monnaie unique. »²¹

La mise en place du marché intérieur dans les années 80 (la chute des principales frontières au commerce s'est fait le 1 janvier 1992) a conduit à reprendre l'objectif d'union monétaire. Le Conseil européen de Hanovre en juin 1988 a rappelé qu' « en adoptant l'Acte Unique, les Etats membres de la Communauté avaient confirmé l'objectif de la réalisation progressive de l'union économique et monétaire (UEM). » Il a confié à un comité présidé par Jacques Delors, président de la Commission Européenne, et comprenant le vice-président de la Commission, les gouverneurs des banques centrales des douze Etats membres et trois experts indépendants, « la mission d'étudier et de proposer des étapes concrètes menant à cette union. »²²

Ce comité a donc proposé la réalisation de l'UEM en trois étapes. Dans un premier temps, le renforcement de la coopération entre banques centrales. Plus tard, la création d'un système de banques centrales ainsi que le transfert progressif du pouvoir de décision de la politique monétaire à une institution supranationale – la Banque Centrale Européenne (BCE). Et, enfin, la fixation irrévocable des parités des monnaies des Etats membres et leur remplacement par une monnaie unique européenne.²³ Ce « plan Delors » a été adopté par le Conseil européen de Madrid en juin 1989 et des mesures ont été prises pour modifier le traité de Rome pour que l'UEM soit intégrée. Ces modifications ont été incorporées au traité sur l'Union européenne signé à Maastricht en février 1992. En juin 1997, au Conseil européen de Madrid, la monnaie unique a été nommée l'euro. La date du début de la troisième phase du « plan Delors » a été figée pour le 1 janvier 1999.

L'UEM elle-même vise avant tout :

- à parfaire la réalisation du marché intérieur en éliminant l'incertitude et les coûts des transactions inhérents aux opérations de change ainsi que les

²¹ *Fiches techniques*, p 267.

²² *Fiches techniques*, p 264.

²³ *Fiches techniques*, p 264.

frais de couverture contre les risques de fluctuation monétaire et en assurant la comparabilité totale des coûts et des prix dans l'ensemble de l'Union. Ce qui devrait, en facilitant l'activité des entreprises et en aidant les consommateurs, stimuler les échanges intracommunautaires ;

- pour les mêmes raisons, à accroître l'activité économique ;
- à renforcer la stabilité monétaire et la puissance financière de l'Europe :
 - en mettant fin, par définition, à toute possibilité de spéculation entre les monnaies communautaires ;
 - en assurant, par la dimension économique et financière de l'union monétaire ainsi créée, une certaine invulnérabilité de la nouvelle monnaie à la spéculation internationale ;
 - en ouvrant à l'euro la possibilité de devenir une grande monnaie de réserve et de paiement.

Les étapes de l'UEM ont pour but de rendre progressif le passage à la monnaie unique de façon à que cette monnaie ait un fondement solide, avant tout par l'obtention préalable d'une convergence approfondie des politiques économiques et monétaires. »²⁴ Le 1^o janvier 2002, la monnaie unique européenne – l'euro – circule ; pièces et billets sont distribués dans douze pays européens et sont utilisés par plus de 300 millions d'européens. les premiers commentaires relatent le succès au-delà des prédictions.

Les cinq critères économiques préalables à une adhésion britannique.

En 1997, le nouveau gouvernement travailliste britannique a établi cinq critères ou tests économiques qui doivent être remplis pour que le Royaume-Uni puisse s'engager dans l'euro. Il s'agit de confirmer :

²⁴ *Fiches techniques*, p 268.

- s'il y a compatibilité et convergence du cycle économique britannique avec les cycles économiques des pays de la zone euro ;
- s'il y a une souplesse et une capacité de réaction suffisante de l'économie britannique pour qu'elle soit en mesure de s'adapter aux changements ou aux autres événements économiques imprévus ;
- si l'engagement dans l'euro crée de meilleures conditions pour que des entreprises prennent la décision à long terme d'investir au Royaume-Uni ;
- si l'engagement dans l'euro affecte positivement le secteur économique britannique des services financiers, et dans quelle mesure ;
- si l'engagement dans l'euro est une bonne chose pour le marché d'emploi britannique.

A l'époque de cette déclaration, le gouvernement disait que l'entrée n'était pas dans l'intérêt économique du pays, mais qu'une entrée éventuelle serait étudiée ultérieurement. Malgré tout, l'entrée du Royaume-Uni dépendra de l'accord de trois acteurs :

- le gouvernement – une prise de décision doit s'appuyer sur l'analyse des cinq critères ci-dessus ;
- le parlement – une majorité doit être obtenue dans la Chambre des Communes ;
- la population – se prononcera via un référendum national.

Quelques semaines après sa réélection « triomphale »²⁵ du 7 juin 2001, le Premier ministre, Tony Blair, a donné son feu vert à l'examen, par le Trésor britannique, des

²⁵ *Le Monde*, 07 septembre 2001.

cinq critères ou tests économiques annoncés par le gouvernement en 1997. Selon certains analystes, ces cinq critères sont toutefois flous, sans référence chiffrée et sujets à de nombreuses interprétations. Pour le critère principal, la convergence des cycles économiques, il ne fait toutefois guère de doutes que le Royaume-Uni s'est rapproché de la zone euro. Si l'on tient compte, par exemple, des taux d'intérêt, le différentiel est tombé de 400 points de base en 1999 à 75 après la dernière baisse de taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE).

Par ailleurs, la structure de l'emprunt des ménages est de plus en plus dépendante des taux fixes, comme ailleurs en Europe, et moins des taux variables. Si le loyer de l'argent reste légèrement supérieur à celui de la BCE, cette différence est du même ordre que celle séparant l'Irlande des autres pays de la zone euro au moment de son adhésion. Il semble que la performance de l'économie britannique se rapproche à celle de la zone euro et même dans l'éventualité où les cinq critères ne sont pas entièrement satisfaits, « le gouvernement Blair pourra moduler sa réponse comme il l'entend. »²⁶

Pour M. Blair, la question est bien politique. C'est à dire, même si les cinq critères établis par le Chancelier, Gordon Brown, sont des critères économiques de fond, la majorité de la population et la quasi-totalité des politiciens et des experts/commentateurs pensent que la décision sur l'adhésion sera, en fait, hautement politique. Ce point de vue souligne que le débat purement économique sur la question est quasi inexistant.²⁷ M. Peter Hain, Ministre travailliste pour les affaires européennes déclare : « Le gouvernement fera son opinion sur la base d'une évaluation économique – ce sera donc un jugement politique basé sur une évaluation économique. »²⁸ De plus, M. Charles Clarke, Président du parti travailliste aurait dit que l'adhésion était désormais un impératif politique et que les résultats des tests économiques seraient ouverts au débat public.²⁹

²⁶ *Le Monde*, 07 septembre 2001.

²⁷ *Le Monde*, 24 décembre 2001.

²⁸ *The Times*, 07 janvier 2002.

²⁹ *The Sunday Times*, 06 janvier 2002.

M. Gus O'Donnell, Directeur du service de politique macro-économique auprès du Ministre des finances a dit que puisque les données économiques ne sont jamais claires et sans ambiguïtés, la décision serait politique.³⁰ Mais Lord Rees-Mogg (pair de la Chambre des Lords et commentateur politique) avance que « La force d'une monnaie est fondée sur sa base économique et politique. L'économie des Etats Unis est technologiquement supérieure à celle d'Europe, leur coût sont plus bas ainsi que leur taxes et les législations sont moins présentes. Politiquement, l'Europe est à mi-chemin entre groupe d'Etats et une puissance unifiée tandis que les Etats Unis est une nation dotée d'une seule constitution. Les Etats Unis sont une super-puissance et l'Union Européenne n'est pas. L'euro lui-même pourrait échouer, mais il en est de même des nations de la zone euro dans leur individualité. Quelque soit l'appréhension des bénéfices de l'euro, il demeure qu'il n'y a aucune certitude sur son succès : les risques d'échecs sont importants. Si nous voulions prendre le risque de fixer la parité de notre monnaie a une autre, dont nous n'avons pas le contrôle, alors nous devrions nous aligner au dollar plutôt qu'à l'euro. Le dollar est toujours une monnaie bien attrayante.³¹

L'intérêt de M. Blair dans l'entrée dans l'euro est un calcul purement politique. « Il croit que le Royaume-Uni peut uniquement avoir de l'influence en tant que nation s'il fait pleinement partie de l'Europe et de l'euro. C'est un argument purement politique. Les faits économiques constituent un argument auquel le Premier Ministre ne s'intéresse pas. Il est souvent dit que M. Blair est réellement persuasif quand il décide et que donc il gagnera sa campagne de référendum au travers le pays.³²

Certains ministres ont souligné l'importance de rejoindre l'euro pour que le Royaume-Uni ait un rôle déterminant dans l'Union Européenne. M. Hain (Ministre pour les Affaires européennes) disait que la véritable question auquel le Royaume-Uni faisait face était : « Veut-on encore une fois rester derrière en Europe ? »³³ Le défi : les questions sur les critères économiques aussi claire et sans ambiguïté quelle soient ne donnent pas la réponse concluante. Pourtant, elles seront celles dans

³⁰ *The Times*, 07 janvier 2002.

³¹ *The Times*, 07 janvier 2002.

³² *The Times*, 09 janvier 2002.

³³ *The Times*, 08 janvier 2002.

l'esprit des électeurs britanniques au moment du référendum et pour y répondre ces électeurs feront appel à l'expérience plutôt qu'à l'évaluation du Chancelier. Ils verront que la croissance au Royaume-Uni est plus forte que dans la zone euro ; que le chômage y est plus faible ; que le Royaume-Uni a des salaires moyens qui dépassent ceux pratiqués dans la zone euro ; et désormais le Royaume-Uni a rattrapé les niveaux de vie européenne (bien que la vie soit chère au Royaume-Uni).

Alors que l'économie britannique se porte bien et que l'Europe subit une période d'instabilité politique et une récession économique, l'électorat britannique ne sont pas en faveur de l'abandon de la livre sterling.³⁴ Le Royaume-Uni a eu une croissance plus rapide que les pays de la zone euro les cinq dernières années avec un taux moyen de 2,7%. Sur cette même période, l'Allemagne (traditionnellement moteur de l'Europe) n'a cru que de 1,8% par an. Il est prévu que l'écart se creuse en 2002 avec une croissance britannique plus rapide que celle en Europe.³⁵

Le Royaume-Uni fait face aujourd'hui à la perspective d'être le seul pays de l'Union Européenne à rester en dehors de la zone euro après que la Suède et le Danemark ont déclaré que des référendums sur l'adhésion pourrait avoir lieu dans leurs pays en 2003. + Selon des sondages récents, la majorité de la population britannique devrait être persuadée de voter « oui » dans un référendum si les entreprises et l'industrie au Royaume-Uni montrent leur soutien au gouvernement. + Dans un sondage des sondages, le vote positif a augmenté de 20% depuis 2001 et l'introduction de l'euro en pièces et billets.³⁶

Un bilan des avantages et des inconvénients d'une adhésion à l'euro.

Le cas pour une adhésion semble fort. Contrairement aux autres pays de la zone euro, le Royaume-Uni porte toujours les coûts d'une monnaie flottante dans son commerce avec l'Europe. Certains estiment que le Royaume-Uni est donc dans une position désavantageuse sérieuse par rapport à la concurrence. Le groupe « europhile » britannique « Britain in Europe » estime que 3,5 millions de personnes

³⁴ *The Times*, 15 janvier 2002.

³⁵ *The Sunday Times*, 23 décembre 2001.

travaillent dans des secteurs qui dépendent entièrement des exportations vers l'Union Européenne et que, quand la livre sterling est surévaluée, le taux de chômage augmente. Ce groupe constate que, depuis le lancement de l'euro le 1 janvier 1999, plus de 115,000 emplois ont été perdus.³⁷ Le conservateur « europhile » Ken Clarke dit que « La puissance actuelle de la livre sterling est un simple symptôme d'un problème fondamental, la volatilité de la livre en dehors de la monnaie unique. Coincée entre le dollar et l'euro, la valeur de la livre va balancer largement... En outre, plus nous nous isolons de l'Europe, plus nous nous éloignons d'une position dirigeante dans l'avenir de l'Europe. »³⁸

Certains inconvénients ont été également soulevés. Selon *The Economist* « ...le bilan en terme de coûts et de bénéfices de l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union Européenne peut-être positif ou négatif, mais quoiqu'il en soit, il est minime. Que le Royaume-Uni appartienne à l'UE (ainsi qu'à l'euro) n'est pas une question principalement économique. [Un danger possible] est la réduction des investissements directs en provenance de l'étranger qui pourrait mener à une chute du PIB britannique. Cette menace aux investissements étrangers est le souci le plus important... Les investisseurs étrangers voient l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE comme un avantage. Mais ce n'est pas le seul avantage du Royaume-Uni, puisque le Royaume-Uni attire plus d'investissements étrangers que les autres pays européens – les entreprises étrangères détiennent en terme de capital l'équivalent de 25% du PIB britannique.³⁹ Le Royaume-Uni est le champion mondial de l'investissement direct depuis 1999, et la City est la première place financière européenne. Elle devrait être théoriquement perdante avec l'arrivée de la monnaie unique qui accentue la concurrence de Francfort et de Paris.⁴⁰ Les arguments politiques de l'adhésion pourrait être important, comme l'explique le gouvernement. Les arguments économiques sont plus ténus que l'on veut bien le croire. Selon *The Economist*, l'idée que le Royaume-Uni se suiciderait économiquement en quittant Europe est en fait injustifiée. Les conservateurs pensent que le Royaume-Uni, en tant que

³⁶ *The Times*, 10 janvier 2002.

³⁷ www.britainineurope.org.uk, 15 août 2001.

³⁸ www.britainineurope.org.uk, 13 juin 2000.

³⁹ *The Economist*, 20 octobre 2001.

⁴⁰ *Le Monde*, 08 janvier 2002.

quatrième puissance économique mondiale, devrait rester au contrôle de son économie.⁴¹

Un Simple Choix ?

Etre ou ne pas être dans l'euro, ceci est la question. Cette reprise de Shakespeare sert à montrer que le Royaume-Uni se trouve face à un choix crucial. Il n'y a pas de troisième voie. C'est soit « in », soit « out ». La question est « Quand » ? Sachant que des sondages montrent qu'il est estimé que quelques 62% des britanniques prédisent que l'euro sera la monnaie du Royaume-Uni avant dix ans⁴², il semble que la prise de position de M. Blair et de son gouvernement en faveur de l'euro commence à produire l'effet final recherché. Par contre, les mêmes sondages mis en relief les vrais doutes de l'électorat britannique, puisque seulement 31% voteraient oui au référendum s'il était organisé aujourd'hui. Mais Tony Blair et ses ministres peuvent encore faire beaucoup pour changer l'opinion publique. Au bout du compte, leur décision, qui relève de la raison d'Etat, sera plus politique qu'économique.

Un référendum ?

Le Premier ministre et son équipe font donc face à un problème de calendrier. En bon stratège, ils n'organiseront un référendum que lorsqu'ils seront convaincus de son succès. Pourront-ils le faire, conformément à la promesse d'élection, au cours de l'actuelle législature ? Au cas où le « oui » l'emporterait au référendum, trois années supplémentaires seraient requises pour mettre en œuvre cette décision, pour des raisons techniques, liées notamment à l'adaptation du système bancaire. Cette situation déjà affrontée par les autres pays membres ne pose pas trop de difficulté, mais encore une fois, le Royaume-Uni prend du retard.

⁴¹ www.bbc.co.uk, 01 janvier 2002.

⁴² *Le Monde*, 01 janvier 2002.

CONCLUSION

L'attitude réservée et parfois méfiante du Royaume-Uni envers la construction européenne s'explique tant par son caractère insulaire que par son histoire. Il semble que M. Blair a le bon profil et arrive à un moment opportun pour aider le Royaume-Uni à prendre le tournant de l'Europe vers l'avenir. D'ailleurs, comme constate Lord Jenkins : « Les bénéfices gagnés durant les 30 dernières années ne doivent pas être jetés. Nous ne devons pas tourner le dos au continent européen comme nous l'avons fait durant les années 50 et 60 ; une période qui a vu notre perte à la fois de nos rôles de meneur politique et de force économique prééminente. Les hommes politiques d'aujourd'hui vont faire face bientôt à des décisions tout aussi importantes qui influenceront sur de nombreuses générations à venir. Il s'agit de l'entrée du Royaume-Uni dans la monnaie commune. Nous espérons que le courage et la conviction qu'il y a 30 ans seront retrouvés.⁴³

La question d'une coopération plus étroite entre le Royaume-Uni et l'Europe relève plus de débats culturels que politiques ou économiques. Il est donc probable qu'une fois engagé dans l'euro, le Royaume-Uni se sente à part entier membre de la « famille » et ne revienne plus sur son insularité. Néanmoins, même si un référendum a lieu en 2003 et est remporté, il faudra encore 36 à 40 mois à partir de la fixation du taux de change entre la livre sterling et l'euro avant que l'euro naisse au Royaume-Uni en 2006 au plus tôt !

⁴³ Lord Jenkins of Hillhead et al, dans une lettre à *The Observer*, 28 octobre 2001.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et textes

- BANNOCK, Graham et al. *Economics*. Harmondsworth ; Penguin, 1981
- BOLTON, Rohan (Ed). *Vacher's European Companion*. Berkhamsted ; Vacher's Publications, 1997.
- CHAUPRADE, Aymeric. *Géopolitique. Constants et changements dans l'histoire*. Paris ; Ellipses, 2001.
- CHURCHILL, Sir Winston. *A History of the English-Speaking Peoples, Vol IV : The Great Democracies*. London ; Cassell and Company, 1958.
- GRAYLING, Christopher and LANGDON, Christopher. *Just Another Star ? Anglo-American Relations since 1945*. London ; Harrap, 1988.
- L'Union européenne. *Recueil des traités*. Luxembourg ; Office des publications des Communautés européennes, 1993.
- L'Union européenne. *Traité d'Amsterdam*. Luxembourg ; Office des publications des Communautés européennes, 1997.
- L'Union européenne. *Traités sur l'Union européenne*. Luxembourg ; Office des publications des Communautés européennes, 1992.
- PEACOCK, H. L. *Europe and Beyond (1870 – 1982)*. London ; Heinemann Educational Books Limited, 1984.
- ROBERTS, J. M. *Europe 1880 – 1945*. Harlow ; Longman Group Limited, 1982.
- YOUNG, Hugo. *This Blessed Plot*. Londres ; MacMillan, 1998.

Journaux et magazines

Le Monde
The Daily Telegraph
The Economist
The Guardian
The Independent
The Observer
The Sunday Times

Articles et sources d'internet

MAUTER, Wendell. *Churchill and the Unification of Europe*, in *The Historian*, Fall

1998, pp. 67 – 84.

JENKINS, The Lord. *Special Relationships – The Postwar Bequest*, in *Foreign Affairs*, May/June 1997.

Britain and European Integration, from <http://home.freeuk.net/ethos/europe.html>

JUKES, Peter. *Britain in Europe : An essay for the « Kempfenhausener Gespräche »*, from

<http://www.compas.demon.co.uk/Publications/Britain%in%Europe.html>

WOOLF, Stuart. *Britain and Europe – off-shore or on-board (England's historic relationship with the rest of Europe)*, in *History Today*, January 1999.

Nothing to hide : 50 years of the case for sharing sovereignty, from www.britainineurope.org.uk

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	i
INTRODUCTION.....	1
La problématique.	1
Les éléments d'une réponse.	1
Structure du mémoire.....	2
LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE	3
Avant la Première Guerre Mondiale.....	3
La Guerre de Crimée.....	5
La Guerre de 1870.	5
La Première Guerre Mondiale.	5
L'entre deux guerres.	6
Après la deuxième guerre mondiale.	6
Le rapport dit « spécial » Anglo-Américain	6
L'empire britannique.	8
Quelques personnages déterminants dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Europe.	9
LE ROYAUME-UNI ET L'EURO	11
L'historique de l'intégration monétaire.	11
Les cinq critères économiques préalables à une adhésion britannique.....	14
Un bilan des avantages et des inconvénients d'une adhésion à l'euro.	18
Un Simple Choix ?.....	20
Un référendum ?	20
CONCLUSION	21
BIBLIOGRAPHIE	22
TABLE DES MATIERES	24